

**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**  
**MINISTÈRE DU BUDGET**

**RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET**  
**DE L'ÉTAT À FIN MARS 2009**

**Kinshasa, Mai 2009**

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>I. BUDGET DE L'ETAT DE L'EXERCICE 2009.....</b>	<b>1</b>
<b>II. EXECUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT AU 31 MARS 2009 .....</b>	<b>3</b>
<b>2.1.1. Recettes des Douanes et accises .....</b>	<b>4</b>
<b>2.1.2. Recettes des Impôts.....</b>	<b>4</b>
<b>2.1.3. Recettes non fiscales.....</b>	<b>4</b>
<b>2.1.4. Recettes des pétroliers producteurs .....</b>	<b>6</b>
<b>2.1.5. Répartition de recettes du Trésor par province .....</b>	<b>6</b>
<b>2.2. Dépenses .....</b>	<b>6</b>
<b>2.2.1.1. Dette publique et frais financiers .....</b>	<b>7</b>
<b>2.2.1.2. Dépenses de personnel.....</b>	<b>8</b>
<b>2.2.1.3. Biens, matériels et prestations .....</b>	<b>8</b>
<b>2.2.1.4. Transferts et interventions de l'État.....</b>	<b>9</b>
<b>2.2.1.5. Équipements et construction, réfection, réhabilitation,         addition d'ouvrages et d'édifices .....</b>	<b>9</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>14</b>

## INTRODUCTION

La présente note aborde l'exécution du Budget de l'Etat au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 tout en rappelant les prévisions globales de l'exercice 2009.

### I. BUDGET DE L'ETAT DE L'EXERCICE 2009

#### Indicateurs macroéconomiques de base

Les principaux indicateurs macroéconomiques ayant sous-tendu l'élaboration du budget de l'exercice 2009 sont les suivants :

- Taux de croissance du PIB : **5,8%** ;
- Déflateur du PIB : **9,1%** ;
- Taux d'inflation moyen : **15%** ;
- Taux d'inflation fin période : **11,5%** ;
- Taux de change moyen : **585 FC/USD** ;
- Taux de change fin période : **611 FC/USD** ;
- PIB nominal (en milliards de FC) : **7.760**.

#### Niveau du Budget

Le Budget de l'État pour l'exercice 2009 a été arrêté en recettes et en dépenses à **2.922,3 milliards de FC**.

Les recettes du Pouvoir central ont été estimées à **2.629,3 milliards de FC**, comprenant les recettes courantes, c'est-à-dire propres au Gouvernement pour **1.597,8 milliards de FC** et les recettes extérieures pour **1.031,4 milliards de FC**, soit **89,97%** des recettes totales.

Les recettes propres des Provinces s'élèvent à **293,0 milliards de FC**, soit **10,03%** des recettes totales.

Les recettes courantes se répartissent de la manière suivante :

- Recettes de l'OFIDA : **588,5 milliards de FC (36,8%)**
- Recettes de la DGI : **576,5 milliards de FC (36,1%)**
- Recettes non fiscales : **295,8 milliards de FC (18,5%)**

dont :

- *Bonus de signature* : *117,0 milliards de FC*
- *Recettes de la DGRAD* : *178,8 milliards de FC*

- Recettes pétrolières : **136,9 milliards de FC**(8,5% ).

Quant aux recettes extérieures, elles comprennent :

- les ressources PPTE : **217,7 milliards de FC** (21,11% )
- les dons projets : **735,7 milliards de FC**( 71,33%)
- les emprunts projets : **77,8 milliards de FC**( 7,56%)

Les recettes des provinces ont été projetées à **293,0 milliards de FC**.

Les dépenses du Pouvoir Central, de même, ont été chiffrées à **2.629,3 milliards de FC**, comprenant les rubriques ci-après :

- Dette publique et frais financiers : **369,4 milliards de FC** ;
- Dépenses de personnel (Rémunérations) : **585,8 milliards de FC**
- Biens, matériels et prestations (Fonctionnement des services) : **201,2 milliards de FC** ;
- Transferts et subventions : **313,6 milliards de FC**  
dont :
  - *Fonctionnement des provinces* : **156,7 milliards de FC** ;
  - *Autres* : **156,8 milliards de FC** ;
- Dépenses d'investissements : **942,8 milliards de FC** ;
- Dépenses exceptionnelles : **216,2 milliards de FC** ;

Les dépenses des provinces ont été arrêtées à **293,0 milliards de FC**.

## II. EXÉCUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT AU 31 MARS 2009

### Recettes

À fin mars 2009, les recettes totales se sont élevées à **332,1 milliards de FC** contre **730,6 milliards de FC** des prévisions linéaires, soit un taux de réalisation de **45,5%**. (cf. Tableaux 1 et 2)

Les recettes courantes ont totalisé **321,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **80,4%** par rapport aux prévisions linéaires de la période qui se chiffrent à **399,4 milliards de FC**. Ce taux est inférieur à celui de 2008 de la même période qui s'est situé à **91,9%**.

L'appréciation en terme réel traduit une contre performance beaucoup plus prononcée. Le taux de réalisation se situe globalement à **63,4%** par rapport aux prévisions linéaires de **682,8 millions de \$US**.

Cet écart important dans l'appréciation en franc congolais et en dollar américain résulte de la chute brutale du taux de change du franc congolais, particulièrement de la grande dépréciation observée au mois de janvier où le taux de franc congolais est passé de **647 FC** le dollar en début du mois pour se clôturer au taux de **712,10 FC** le dollar.

Par grande rubrique, ces réalisations se présentent comme suit :

- Recettes des Douanes et accises : **124,5 milliards de FC** ;
- Recettes des Impôts : **123,4 milliards de FC** ;
- Recettes non Fiscales : **44,1 milliards de FC**, dont
  - *Pas de porte chinois* : **0 FC** ;
  - *Recettes propres DGRAD* : **44,1 milliards de FC**.
- Recettes des pétroliers producteurs : **29,1 milliards de FC**.

En ce qui concerne les recettes extérieures chiffrées à **1.031,4 milliards de FC** dans le Budget 2009, un décaissement de **11,0 milliards de FC** a été enregistré au mois de janvier, dont **7,1 milliards de FC** au titre de Dons projets et **3,9 milliards de FC** au titre d'emprunts projets.

De manière générale, la morosité de l'environnement économique international, la saisonnalité de certaines recettes ainsi que la non exécution de certaines mesures d'accompagnement expliquent les résultats négatifs enregistrés au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

### **2.1.1. Recettes des Douanes et accises**

Les recettes mobilisées aux trois premiers mois de l'exercice 2009 se chiffrent à **124,5 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de la période correspondante, arrêtées à **147,1 milliards de FC**, ces recettes affichent un taux de réalisation de **84,6%** contre **66,7 %** apprécié en terme réel.

Le ralentissement des activités économiques principalement dans le secteur minier ainsi que la résistance manifestée par les opérateurs des télécommunications quant au paiement des droits d'accises dont le montant attendu était de **9,8 milliards de FC** expliquent cette contre-performance.

### **2.1.2. Recettes des Impôts**

Les recettes des impôts, se chiffrent à **123,4 milliards de FC** et dégagent une moins-value de **20,7 milliards de FC** par rapport aux prévisions linéaires du 1<sup>er</sup> trimestre arrêtées à **144,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **85,56 %** en terme nominal et **67,5%** en terme réel.

Cette contre-performance s'explique principalement par :

- l'arrêt d'activités de certaines entreprises minières installées au Katanga (COMISA, CMSK,...) ;
- la baisse d'activités de quelques entreprises relevant de la DGE et de la DPI/Katanga, dont certaines ont déclaré des pertes bilantaires suite à la récession économique.

### **2.1.3. Recettes non fiscales**

Les réalisations des recettes non fiscales (*hors pas de porte*) encadrées par la DGRAD se chiffrent à **44,1 milliards de FC**. (cf. Tableau 3)

Les Ministères pourvoyeurs des recettes DGRAD sont notamment le Portefeuille (**17,7 milliards de FC**), les Mines (**8,7 milliards de FC**), les PTT (**5,7 milliards de FC**), le Commerce Extérieur (**3,3 milliards de FC**), la Santé Publique (**1,5 milliards de FC**), les Affaires Foncières (**1,49 milliards de FC**), l'Environnement (**1,15 milliards de FC**),

Comparées aux prévisions linéaires du 1<sup>er</sup> trimestre arrêtées à **44,7 milliards de FC**, les recettes propres de la DGRAD dégagent une moins-value de **633,0 millions de FC**, soit un taux de réalisation de **98,6%** en terme nominal et **77,7%** en terme réel.

Cette contre-performance s'explique principalement par :

- 1°. le retard enregistré dans la mise en application de certaines mesures importantes d'encadrement des recettes, notamment la mise à disposition permanente des imprimés de valeur sécurisés et la signature de certains arrêtés interministériels portant fixation et révision des taux de taxation ;
- 2°. la non activation, à ce jour, de certains actes générateurs des recettes, parmi lesquels on peut citer la vente des licences, les actes liés aux élections,...
- 3°. le captage de certaines recettes du Trésor par les provinces dont le manque à gagner a été estimé à plus au moins **7 milliards de FC** au premier semestre 2008;
- 4°. le non débours, à ce jour, du bonus sur le contrat chinois.

Il y a lieu de noter que la quasi-totalité des ministères et services ont été contre performants au premier trimestre 2009 (*cfr tableau 2*).

Toutefois, il sied de signaler que d'importantes ressources sont attendues au courant du second semestre 2009. Ces dernières proviendraient :

- de la taxe de numérotation dont l'arrêté interministériel vient d'être signé et qui fixe le taux à 0,75 \$ US par abonné ;
- du produit de la vente des passeports bio-métriques (*150 \$ le passeport*), dont l'opération vient de démarrer ce 1<sup>er</sup> avril 2009 ;
- de la vente projetée de 3 licences WIMAX des télécommunications ;
- du produit de la redevance sur concession ordinaire dont l'arrêt vient d'être rendu en faveur de la République par la Cour Suprême de Justice ;
- du produit des élections locales ;
- de la redevance minière dont les recettes vont croître suite notamment à la production additionnelle de TENKE FUNGURUME, mais aussi aux mesures d'encadrement des recettes du secteur minier prises par l'OFIDA.

L'apport de la DGRAD peut s'améliorer davantage à condition que les Gouvernements provinciaux arrêtent la mobilisation des recettes relevant du Trésor Public pour leur propre compte, en attendant la

promulgation de la loi fixant la nomenclature des recettes des provinces et ETDs conformément à l'alinéa 3 de l'article 175 de la Constitution.

La répartition des recettes de la DGRAD générées au 31 mars 2009 par service d'assiette est présentée dans le tableau n° 2 en annexe.

#### ***2.1.4. Recettes des pétroliers producteurs***

Ces recettes s'élèvent à **29,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **85,2%** par rapport aux prévisions linéaires arrêtées à **34,2 milliards de FC**. En terme réel, le taux de réalisation est de **67,1%**.

Ce résultat s'explique par la baisse sensible du prix du baril sur le marché international qui a atteint le plancher de **39 \$ US** au cours du 1<sup>er</sup> trimestre.

#### ***2.1.5. Répartition de recettes du Trésor par province***

De manière générale, les recettes du Trésor, quelle que soit leur nature, sont générées, en grande partie par les provinces du Katanga, Bas-Congo, Kinshasa et, dans une moindre mesure, par les provinces du Nord et Sud-Kivu.

Les cinq provinces auxquelles s'ajoutent la DGE et l'Administration centrale de la DGRAD totalisent **98,3%** des recettes générées au premier trimestre 2009. Le reste des provinces se partage la différence qui représente **1,7%**.

S'agissant des recettes propres des provinces, leurs données statistiques ne sont pas encore transmises.

Les détails des recettes réalisées au mois le mois au cours du premier trimestre 2009 sont consignés dans le **Tableau 4** en annexe.

### **Dépenses**

Cette partie commente les exécutions des dépenses au 31 mars 2009 sur base des statistiques signalées dans le TOFE et sur base des dépenses transférées par le Trésor à la BCC.

À ce jour, les dossiers réellement transférés pour paiement indiquent une exécution de **353,7 milliards de FC** tandis que la situation renseignée par le Tableau des opérations Financières de l'Etat situe l'exécution des dépenses à **332,1 milliards de FC au 31 mars 2009**.

Il se dégage de deux situations une différence de **21,6 milliards de FC** qui s'explique par l'existence des certains documents dans le pipeline, en cours de paiement dans les Banques commerciales ou ceux dont les avis ne sont pas encore retournés dans la chaîne des dépenses pour leur prise en compte dans les états de suivi budgétaire (ESB).

Il convient de noter qu'en raison des obstacles signalés ci-bas, le rapport sous analyse est élaboré sur base des dépenses transférées pour paiement à la Banque Centrale du Congo.

Il s'agit des obstacles ci-après :

- l'irrégularité et le retard de la transmission des avis de débit par la Banque Centrale du Congo ;
- la transmission tardive des décaissements journaliers par la Direction du Trésor et de l'Ordonnancement nécessaires à la correction des imputations erronées par la Direction de la Préparation et du Suivi du Budget (DPSB);
- la transmission tardive et dans un format difficile à exploiter des données sur les ressources extérieures par les agences d'exécution.

### **2.2.1. Dépenses du Pouvoir Central**

Au 31 mars 2009, les dépenses du Pouvoir Central ont été exécutées à concurrence de **353,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **657,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **53,8%**.

#### **• PRESENTATION PAR NATURE DES DEPENSES**

L'exécution par nature des dépenses de l'État se présente de la manière suivante (*cf. Tableaux 5 et 6*) :

##### **2.2.1.1. Dette publique et frais financiers**

Ces dépenses concernent le paiement de la dette publique en capital (**FC 17,03 milliards**) et des frais financiers (**FC 5,7 milliards**). Elles sont exécutées à concurrence de **47%**, soit **22,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **92,4 milliards de FC**.

Ce bas niveau d'exécution se justifie par le fait que certaines échéances ont été reportées sur les périodes à venir.

### **2.2.1.2. Dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel concernent les rémunérations du personnel actif de l'État et les dépenses accessoires de personnel. Elles ont été exécutées à concurrence de **147,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **147,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **99,8%**.

Au 31 mars 2009, les dépenses des rémunérations ont été liquidées, pour l'ensemble des services publics payés par le Trésor Public, à raison de **143,0 milliards de FC**, dont **38,7 milliards de FC** au titre de rémunérations transférées en provinces. Elles connaissent un taux d'exécution de **97,7%**.

Les dépenses accessoires de personnel ont connu une exécution de **148%**, soit **4,78 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **3,2 milliards de FC**.

### **2.2.1.3. Biens, matériels et prestations**

Les dépenses de biens, matériels et prestations regroupent les dépenses de fonctionnement courant des Institutions et Ministères, y compris les dépenses communes et le fonctionnement des services déconcentrés.

Elles ont été exécutées à hauteur de **90,3 milliards de FC** contre des prévisions linéaires de **50,3 milliards de FC**, accusant ainsi un taux d'exécution de **179,5%**.

Elles sont réparties de la manière suivante :

- Institutions : **25,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **148,3%** ;
- Ministères : **50,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **226,2%** ;
- Financement des reformes : **4,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **551,3%** ;
- Services déconcentrés : Aucun décaissement n' a été enregistré;
- Dépenses communes : **10,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution **118,7%**.

Les dépassements enregistrés sur cette catégorie de dépenses sont liés notamment aux charges suivantes :

- Contrat de fonctionnement courant : **15,9 milliards de FC** contre **0,1 milliards de FC** des prévisions linéaires;

- Acquisition des biens d'équipements pour l'Armée : **5,2 milliards de FC** contre **1,1 milliards de FC** des prévisions linéaires;
- Frais secrets de recherche : **9,1 milliards de FC** contre **1,7 milliards de FC** des prévisions linéaires ;
- Carburants et lubrifiants : **5,5 milliards de FC** contre **2,6 milliards de FC** des prévisions linéaires;
- Fournitures et petits matériels de bureau : **2,8 milliards de FC** contre **1,3 milliard de FC** des prévisions linéaires;
- Frais de missions à l'extérieur : **2,6 milliards de FC** contre **1,4 milliards de FC** des prévisions linéaires;
- Alimentation (vivres et fonds de ménage) : **6,7 milliards de FC** contre **4,3 milliards de FC** des prévisions linéaires.

#### ***2.2.1.4. Transferts et interventions de l'État***

Cette rubrique concerne les subventions, les rétrocessions, les interventions de l'État, les contributions internationales, les aides, secours et indemnisations, les charges sociales et les pensions et rentes.

Les dépenses y relatives ont été exécutées à concurrence de **74,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **78,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **95,4%**.

En ce qui concerne les transferts en provinces relatifs au fonctionnement dépendant des recettes transférées, ils accusent un taux d'exécution de **88,1%**, soit **34,5 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **39,1 milliards de FC**.

#### ***2.2.1.5. Équipements et construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrages et d'édifices***

Cette catégorie concerne toutes les rubriques de dépenses imputées aux classes 7 et 8 dans le Budget 2009, notamment :

- les investissements sur ressources propres ;
- les investissements sur ressources extérieures ;
- les investissements des provinces ;
- certaines dépenses exceptionnelles.

Elle signale un taux d'exécution de **29,1%**, soit **17,3 milliards de FC** contre **240,8 milliards de FC** de prévisions linéaires.

Il convient de noter que divers investissements ont été payés par des traites directement domiciliées à la Banque Centrale du Congo ont la situation n'est pas encore reflétée dans les états de suivi budgétaires. Le TOFE signale cependant des paiements de l'ordre de **34,3 milliards de FC** sur l'ensemble des investissements publics.

### **2.2.2. Dépenses totales de transferts aux Provinces à fin mars 2009**

Les dépenses transférées en provinces qui regroupent les rémunérations, le fonctionnement et les investissements ont connu une exécution de **74,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **140,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **53,1%**. Elles sont réparties et exécutées conformément au **tableau n° 9 et 10**.

#### **• PRÉSENTATION DES DÉPENSES PAR ADMINISTRATION**

Suivant la classification par Administration, les postes ci-après ont connu des dépassements (*Cf. tableau n° 7*):

- **Dépenses communes** : **119%** d'exécution, soit **10,01 milliards** payés contre une prévision linéaire de **8,4 milliards de FC** pour prendre en compte les dépenses spécialement liées aux imprimés de valeur, au carburant et lubrifiant ainsi qu'aux frais médicaux ;
- **Présidence de la République** : **226%** d'exécution, soit **18,08 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **7,99 milliards de FC**, suite essentiellement aux dépenses sécuritaires, frais secrets de recherche, frais de mission à l'extérieur et à l'intérieur, titres de voyage, affrètement des avions, alimentation.
- **Assemblée Nationale** : **133%** d'exécution, soit **16,65 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **12,51 milliards de FC** pour prendre en compte les dépenses de fonctionnement courant de service ;
- **Sénat** : **134%** d'exécution, soit **5,96 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **4,44 milliards de FC** pour prendre en compte les dépenses de fonctionnement courant de service ;
- **Secrétariat du Gouvernement** : **255%** d'exécution, soit **5,31 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **2,08 milliards de FC**. Il

convient de noter que les crédits de fonctionnement sont logés à la Primature alors que les exécutions en sa faveur lui sont imputées. D'où le dépassement.

- **Affaires Étrangères** : **240%** d'exécution, soit **5,47 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **2,28 milliards de FC** ; Il s'agit principalement de contributions internationales : (**638,7 millions de FC** contre **246,2 millions** de prévisions linéaires), des transferts aux ambassades et postes consulaires (**52,99 milliards de FC**) contre une prévision linéaire de (**0,434 milliards de FC**) ;
- **Défense** : **117%** d'exécution, soit **46,3 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **39,7 milliards de FC** ; Il s'agit des dépenses relatives aux biens, matériels et prestations (*alimentation et habillement des militaires*) ainsi que celles liées aux équipements militaires pour lesquelles il est indiqué une exécution située à **10,2 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3,6 milliards de FC**;
- **Justice** : **127%** d'exécution, soit **1,2 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **0,9 milliards de FC** ; Il s'agit essentiellement des dépenses relatives aux titres de voyage à l'intérieur et à l'extérieur du pays, au frais de missions ainsi qu'aux interventions économiques. Leur structure se présente comme suit :
  - Biens et Matériels : **144 millions FC** contre **55,9 millions FC**;
  - Dépenses de Prestations : **370 millions de FC** contre **88 millions de FC**;
  - Transferts et Interventions : **97 millions de FC** contre **7,9 millions de FC**.
- **Urbanisme et Habitat** : **470%** d'exécution, soit **1,4 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **0,3 milliards de FC** ; Il s'agit des dépenses liées à la construction des logements sociaux.
- **Poste, téléphone et Télécommunications** : **115%** d'exécution, soit **2,3 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **2,1 milliards de FC** suite à la prise en charge de l'OCPT ;

- **Communication et Médias** : **136%** d'exécution, soit **2,4 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **1,8 milliards de FC** ; Les dépassements constatés concernent les rubriques ci-après :
  - Dépenses de Prestations : **120 millions de FC** contre **86 millions de FC** prévus ;
  - Transferts et Interventions de l'État : **353 millions de FC** contre **42 millions de FC** prévus.
- **Sports/ Administration** : **425%** d'exécution, soit **3,5 milliards de FC** exécuté contre une prévision linéaire de **0,8 milliards de FC** ; Il s'agit des frais liés aux rencontres sportives et aux primes allouées aux joueurs de Léopard ainsi qu'à l'acquisition de véhicules terrestres :
  - Dépenses de Personnel : **2,2 milliards FC** contre **0,16 milliard FC** ;
  - Équipements : **754 millions FC** contre **47 millions FC**.
- **Affaires Sociales** : **114%** d'exécution, soit **5,2 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **3,6 milliards de FC**. Il s'agit des dépenses relatives aux aides et secours (dépenses humanitaires), à l'acquisition des équipements de bureau, informatiques, agro-sylvo-pastoraux, téléphoniques :
  - Transferts et Interventions de l'État (dépenses humanitaires) : **299 millions FC** contre **22 millions FC** ;
  - Équipements : **817,7 millions FC** contre **63,6 millions FC**.
- **Genre, Femme et Enfant** : **119%** d'exécution, soit **0,5 milliards de FC** exécuté contre une prévision linéaire de **0,4 milliards de FC** ;
- **Administration Assemblée Nationale** : **125%** d'exécution, soit **0,2 milliard de FC** exécuté contre une prévision linéaire de **0,1 milliard de FC** ;
- **Administration Sénat** : **201%** d'exécution, soit **0,2 milliard de FC** exécuté contre une prévision linéaire de **0,1 milliard de FC** ;
- **Intégration Régionale** : **129%** d'exécution, soit **0,03 milliard de FC** exécuté contre une prévision linéaire de **0,02 milliard de FC** ;
- **Haute Autorité des Médias** : **102%** d'exécution, soit **0,2 milliards de FC** exécuté contre une prévision linéaire de **0,2 milliards de FC** ;

- **Délégation à la Monuc** : **1.030%** d'exécution, soit **0,9 milliards de FC** exécuté contre une prévision linéaire de **0,09 milliards de FC** ;
- **Police Nationale** : **108%** d'exécution, soit **15,0 milliards de FC** exécuté contre une prévision linéaire de **13,9 milliards de FC**. Il s'agit de dépenses sécuritaires relatives aux primes versées aux éléments de la Police Nationale, l'habillement et alimentation des troupes, fonds spécial d'intervention ainsi qu'à l'acquisition des équipements informatiques :
- Dépenses accessoires du Personnel : **52 millions de FC** contre **20 millions de FC** ;
  - Biens et Matériels : **2,3 milliards de FC** contre **1,7 milliards de FC** ;
  - Transferts et Interventions de l'État : **469 millions de FC** contre **91 millions de FC** ;
  - Équipements : **1,3 milliard de FC** contre **0,6 milliard de FC**.
- **ANR** : **101%** d'exécution, soit **3,1 milliards de FC** exécutés contre une prévision linéaire de **3,0 milliards de FC** (missions, fonds secrets de recherche).

## CONCLUSION

Par rapport au TOFE, l'exécution du Budget au premier trimestre 2009 situe les réalisations des recettes à **332,1 milliards contre** les dépenses exécutées de même montant. C'est le reflet de la gestion sur base caisse appliquée par le Gouvernement dans la gestion des Finances Publiques.

Cependant, ce niveau de recettes comparées aux dépenses transférées à la BCC, dégage un solde déficitaire de **21,6 milliards de FC**, soit des recettes de l'ordre de **332,1 milliards de FC** contre des dépenses de **353,7 milliards de FC**.

Par rapport à la prévision initiale, le budget du pouvoir central estimé à **2.629,3 milliards de FC** est exécuté à concurrence de **12,6%** en recettes et en dépenses, taux jugé inférieur au taux moyen de la période (**25%**).

Le taux moyen de réalisation des recettes par les différentes régies est en deçà de **100%**, de même que pour chaque grande rubrique des recettes.

De ce fait, la situation économique, financière et monétaire qui prévaut actuellement en RDC et dans le monde exige inéluctablement au niveau interne un effort dans la bonne gouvernance et l'orthodoxie financière pour espérer l'atteinte du point d'achèvement et l'accomplissement des critères quantitatifs et qualitatifs exigés par nos partenaires extérieurs.

Le Gouvernement devra renforcer la transparence et la lisibilité de la gestion des finances publiques, gage de la confiance indispensable vis-à-vis des partenaires extérieurs.

Un soutien financier de ces derniers s'avère également indispensable pour la conclusion effective d'un nouveau programme formel avec les institutions de Bretton Woods.

Fait à Kinshasa, le

**Michel LOKOLA ELEMBA**